

Casablanca, le 20 juin 2023

COMMUNIQUE DE PRESSE

Spécial « Les énergies renouvelables : Acquis et défis »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière publication mensuelle « **Maroc Conjoncture** » n° 357. Il s'agit d'un spécial portant sur les énergies renouvelables : Acquis et défis. Et voici les principaux axes :

Hydrogène Vert, Vecteur de Croissance et de transition énergétique : Perspectives à moyen et long terme

Le Maroc dont l'économie est, lourdement, pénalisée par les coûts d'importation des énergies fossiles, déploie d'importants efforts pour assurer une transition énergétique portée par des énergies renouvelables. Il ambitionne, à cet effet, de mobiliser les ressources naturelles, dont il jouit, pour réussir le défi d'amélioration de l'efficacité énergétique. Il escompte, par l'édification d'une industrie adossée aux molécules vertes (Power-to-X ou PtX), particulièrement l'hydrogène et subsidiairement l'ammoniaque et le méthanol. Les technologies de la conversion Power-to-X englobent de nombreuses applications parmi lesquelles on compte le power-to-hydrogène. L'inscription dans cette dynamique permet, non seulement, de diversifier le bouquet énergétique mais constitue un vecteur substantiel, porteur d'une réindustrialisation et une décarbonation des territoires. Une initiative encouragée par le potentiel valorisable, dont dispose le pays, en énergie renouvelable, auquel s'ajoute l'expertise développée par le royaume au cours de la dernière décennie.

Dialogue Social : Un pilotage difficile

Le dialogue entre partenaires sociaux est engagé depuis quelque temps dans un contexte économique et social difficile. L'inflation galopante qui persiste depuis plus d'une année avec son incidence sur les revenus et le pouvoir d'achat pousse les syndicats à revoir à la hausse leurs exigences en matière salariale mais aussi de l'ensemble des conditions du travail. Du côté du patronat, cette même inflation laisse peu de marges de négociation aux employeurs du fait qu'elle pèse sur les coûts de production, affaiblit le niveau de compétitivité et perturbe les anticipations du cycle des affaires. Pour les pouvoirs publics enfin, l'exacerbation des tensions inflationnistes complique les conditions d'arbitrage entre intérêts divergents pour toutes les parties prenantes, affecte la soutenabilité budgétaire et menace la stabilité du cadre macroéconomique. Les contraintes pesant sur la conduite du dialogue social et son pilotage résultent ainsi de la difficulté de mise en œuvre des engagements pris de part et d'autre dans un contexte économique et financier particulièrement astreignant.

Revalorisation du Salaire Minimum : Quelle incidence sur les entreprises et les ménages ?

Depuis l'automne 2021, l'inflation des prix à la consommation ne cesse d'augmenter, poussée d'une part par l'augmentation des prix des matières premières, que les entreprises répercutent progressivement dans leurs prix de vente, et d'autre part par l'augmentation des prix de l'énergie (gaz, électricité et produits pétroliers). Cette tendance à la hausse des prix. Pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages les pouvoirs publics ont décidé d'augmenter le salaire minimum garanti. Cette décision prise dans le cadre du dialogue social a un statut ambivalent surtout dans un contexte inflationniste. Il peut être considéré comme une variable de demande si l'on se place du côté des salariés mais constitue une variable d'offre pour l'entrepreneur. Par conséquent, une hausse du SM correspond à un choc de demande favorable pour les salariés et à un choc d'offre défavorable pour les chefs d'entreprise hors effet d'allègements de charges.

La Charte des Investissements : Nouveautés, enjeux et portée de la nouvelle loi-cadre

Il est communément admis que la croissance est intimement liée à l'investissement. Ce dernier constitue avec la consommation l'une des composantes fondamentales de la demande. L'investissement favorise l'accroissement du capital et renforce la capacité productive de l'économie, pour induire le développement. Dès lors, il est nécessaire de mettre en place une politique d'accompagnement et d'encouragement permettant d'améliorer le climat global de l'investissement. Cela passe par l'édification d'un cadre légal de qualité, permettant la pose des bases, à la fois efficaces et transparentes, nécessaires à la protection de l'investissement. Des moyens et mesures doivent être adoptés pour participer à l'atténuation des risques tout en veillant à l'optimisation de l'impact positif à produire sur l'économie et la société. Dans ce cadre, le Maroc a procédé à une mise à jour de la charte d'investissement de 1995, pour l'adapter aux objectifs de l'émergence économique convoitée par le Maroc, tant en termes d'investissement et de compétitivité à l'international, que de réduction des inégalités territoriales ou de résorption du chômage et de création d'emplois.

Le marché du Travail au Féminin : Faible participation et discrimination

La discrimination inhérente au marché du travail est responsable d'exclusions manifestes qui frappent particulièrement les femmes. Le phénomène s'aggrave, dans une altérité entre sexes, au niveau des catégories de population qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET neither in employment nor in education or training) où la relégation féminine atteint 76,4 %. Les femmes sont également concentrées dans des emplois peu rémunérés et peu qualifiés. On peut rappeler, ici, que la promotion de l'égalité de genre et l'élargissement de la participation de la femme à la valorisation des opportunités économiques occupe une place de choix dans les recommandations du Nouveau modèle de développement (NMD). Le département des Finances, fait valoir des projections qui estiment que la croissance du PIB par habitant pourrait enregistrer un gain de 5%, à l'horizon 2035, dans le cas où le taux de la participation féminine à l'activité économique, qui n'affiche, à l'issue du premier trimestre 2023, qu'un taux de moins de 20 % contre 30 % en 2000, serait porté à 45 %. Une hypothèse qui inscrit l'émancipation de la femme comme un projet de profondes réformes des structures économiques, sociales et institutionnelles.

Nouvelles Technologiques : Vers une entente homme-machine ?

Le marché du travail a été suffisamment secoué, tout le long de ce début du millénaire, par les bouleversements profonds des économies dus à la globalisation, aux transformations technologiques et aux effets de la polycrise (économique, financière, sanitaire...) qui a frappé la planète durant cette période. Un déséquilibre déconcertant s'y installé et la croissance semble ne plus avoir d'impact sur la réduction du chômage. Aujourd'hui, les discussions et les débats se sont mis en branle pour savoir quels sont les facteurs les plus déterminants qui sont à l'origine de cette situation et se sont focalisés plus particulièrement sur les conséquences de l'énorme évolution des nouvelles technologies sur l'offre et la demande solvable du travail.